

Les « Social Impact Bonds » (SIB), une tentative de financiarisation de l'action associative

Il faut arrêter les dépenses sociales, pour passer à l'investissement social : voici le message délivré au gouvernement par les banquiers qui proposent de mettre en place des partenariats public-privé pour financer des actions d'intérêt général. Un projet amiteux... qui permet à la fois de marchandiser l'ensemble de la société et de siphonner les fonds publics !

Un rapport sur « l'investissement à impact social » a été remis le 25 septembre 2014 à Carole Delga, secrétaire d'État chargée de l'Economie sociale et solidaire (ESS) par Hugues Sibille, vice-président du Crédit coopératif et président du Comité français sur l'investissement à impact social. Il est cosigné par des représentants des ministères des Finances et des Affaires étrangères.

Cette démarche fait partie d'un mouvement plus vaste, lancé en 2013, comme le précise Carole Delga : « Les travaux de ce comité s'inscrivent dans le cadre des réflexions menées par la Taskforce internationale sur l'investissement à impact social, constitué en juin 2013 par les États du G8* ». »

** Le G8 réunit les gouvernements des huit Etats les plus riches du monde : Etats-Unis, Chine, Japon, Allemagne, France, Royaume-Uni, Italie + Russie)*



Pour le Collectif des associations citoyennes, ce projet extrêmement préoccupant éclaire sous un jour nouveau les restrictions budgétaires qui pèsent chaque jour d'avantage sur les financements publics.

www.associations-citoyennes.net – contact@associations-citoyennes.net

De quoi s'agit-il ?

Une solution ruineuse pour les finances publiques et asservissante pour les projets associatifs

L'innovation proposée consiste à faire financer des actions sociales – relevant normale-

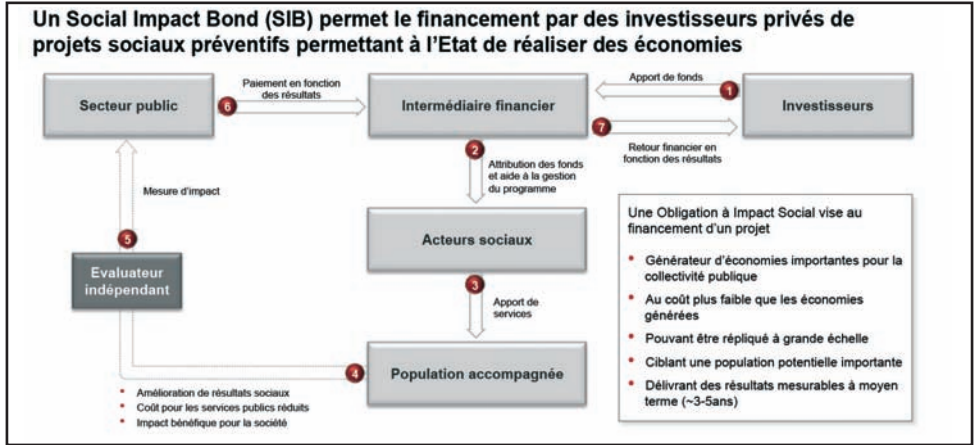
ment de financements publics – par des investisseurs privés, à qui l'État rembourse ensuite

les sommes investies, avec un fort taux d'intérêt. Ce remboursement est conditionné

par « la réussite » de l'action menée, évaluée sur la base

d'objectifs fixés par l'investisseur et par l'État. Le méca-

nisme est décrit dans ce schéma, issu du rapport Sibille.



Premiers éléments d'analyse

■ L'analogie avec les partenariats public-privé

Cette mécanique est similaire à celle des partenariats public-privé (PPP). Dans les deux cas, il s'agit de recourir à des financements dérogatoires¹ dictés par l'urgence d'un « besoin social » auquel la puissance publique ne saurait répondre, faute d'argent... Dans les deux cas, il s'agit d'une formule a priori séduisante,

mais souvent fallacieuse. Car ce mode de financement n'est pas neutre : il élimine petits et moyens opérateurs. Et, dans tous les cas, il s'avère extrêmement coûteux pour le contribuable. Dans un rapport d'information du 16 juillet 2014, **le Sénat pointe les risques du développement des PPP, les qualifiant de véritables bombes**

à retardement budgétaires. Il est désolant, qu'au moment où ces PPP font l'objet de nombreuses remises en cause, l'Union européenne et le gouvernement s'apprentent à les imposer à des pans entiers de l'action associative ! ■

** Le financement étant privés, les sommes ne sont pas comptabilisées comme une dépense publique (dans un premier temps).*

■ Une financiarisation de l'action associative

Les Social Impact Bonds (SIB) sont nés au Royaume-Uni. Le premier projet pilote, lancé en 2010 à l'initiative du ministère britannique de la Justice, avait pour objectif de réduire le taux de récidive des détenus libérés de la prison de Peterborough. Les Social Impact Bonds (SIB) sont des produits de financement de type *impact investing*, basés sur les résultats. Ils visent

officiellement à rechercher une meilleure efficacité dans l'utilisation des ressources financières de l'État et des collectivités en matière de fourniture de services publics à caractère social. Les SIB ont été testés depuis 2010 en Australie, au Canada, aux USA, en Grande-Bretagne et en Irlande. Les investisseurs peuvent être multiples : banques, fondations

d'entreprise, fonds de pension, capital risque, épargne des ménages, etc. Aux USA, les apports en capitaux sont assurés par des investisseurs tels que Bank of America Merrill Lynch, la Fondation Rockefeller ou encore Goldman Sachs qui s'intéresse particulièrement au sujet... Pour la France, le rapport vise, entre autres, l'épargne salariale.

On remarque que l'association (*acteur social*) a pour seul interlocuteur l'intermédiaire financier qui, lui, est placé au cœur du dispositif. C'est avec le *secteur public* (État, collectivités, établissements publics, etc.) qu'il définit les priorités et les objectifs.

Il s'adresse ensuite à des marchés financiers ou à des épargnants en émettant des produits financiers (obligations, titres, etc.) pour lever les fonds.

Puis il va sélectionner (notamment via appel d'offres) la structure susceptible de mener l'action préalablement définie,

autant par les objectifs à atteindre (indicateurs chiffrés) que les normes managériales qui sont imposées.

Le deuxième personnage-clé est l'*évaluateur indépendant*, qui va vérifier, une fois l'action réalisée, que les objectifs ont bien été atteints. Si tel est le cas, la puissance publique assure un retour sur investissement avec un taux d'intérêt qui peut atteindre 13 % !

Ce qui veut dire que, sur un programme de ce type, en moins de sept ans, la somme qui devra être remboursée par le *secteur public* (autrement

dit, le contribuable) aura doublé ! Evidemment, l'intermédiaire financier et l'évaluateur devront aussi être rémunérés...

On ne voit pas, sinon à très court terme, où est l'hypothétique économie d'argent public avancée par le rapport.

De son côté, l'association financée par les SIB (par choix, ou parce qu'il n'y a pas d'alternative ?) perd toute liberté d'action car elle se voit imposer ses objectifs et ses méthodes, voire son directeur... Et elle ne gagne aucune sécurité sur le long terme, puisque le financement se fait action par action. ■

L'objectif affiché du Comité français est de créer un « *marché de l'investissement à impact social* », avec des obligations cessibles, visant un « changement d'échelle » de l'économie sociale et solidaire (ESS) en France et proposant des outils financiers qui associent rentabilité au « retour sur investissement social ». Voilà donc les associations transformées en produits dérivés !

L'instrumentalisation des associations atteint ici son apogée : elle ne sont plus définies

par la poursuite de l'intérêt général et l'organisation collective de citoyens, mais uniquement leur « impact ». Les associations deviennent des prestataires de services à moindre coût*. Cette vision de la vie associative est à l'image de la composition du groupe de rapporteurs : uniquement financière.

Les propositions du rapport reposent sur une démarche idéologique qui est dangereuse. Il ne s'agit pas d'un problème de technique financière, mais

d'un choix de société, de la place relative du marché et de l'intérêt général. Le comité méconnaît le devoir de la collectivité d'assurer une solidarité entre tous les citoyens et l'utilité sociale de la mobilisation des citoyens en faveur de l'ensemble de la population, y compris les plus démunis, afin qu'ils participent pleinement à la société. ■

* Le coût étant réduit par la part du bénévolat et par le fait que les salaires associatifs restent largement inférieurs, à qualification égale, à ceux du privé... et du public.

Les raisons d'un projet en apparence absurde

Pour quiconque considérant comme intangibles les droits fondamentaux et l'existence d'un État régulateur, ce projet paraît absurde.

Mais il trouve toute sa cohérence si l'on prend conscience que ses promoteurs ont la religion de l'argent. Il s'agit de faire de l'argent avec de l'humain : le respect du droit, de la démocratie

et des droits fondamentaux sont des contraintes, des « obstacles non tarifaires » qu'il faut dépasser.

Ce qui est extraordinaire dans ce projet, c'est que leurs promoteurs n'avaient pas masqués, avec un double langage comme habituellement, mais à découvert. Cela est peut-être en relation avec l'origine britannique du projet.

Conséquences pour les associations et les citoyens

■ Une marchandisation généralisée, avec l'exclusion d'une partie de la population

L'idéologie sous-jacente à l'introduction des investissements à impact social est celle de la

marchandisation de l'ensemble de la société, dans le droit fil d'une vision anglo-saxonne et

néolibérale. Avec, pour résultat, l'exclusion d'une part croissante de la population.

■ L'accaparement des politiques de solidarité

Pour l'Union européenne et les gouvernements, il s'agit maintenant de contenir cette population « inutile » à moindre coût, en « rationalisant » l'action sociale et en la neu-

tralisant politiquement. Pour cela, l'État social français est un obstacle. Les SIB permettent de déposséder la puissance publique et la sphère politique de la maîtrise de la solidarité.

Il s'agit de récupérer de l'argent, mais aussi de récupérer un contrôle politique. Cette question est essentielle, car derrière, c'est toute la conduite de la société qui est en jeu.

■ Une incitation aux fusions et à la concentration

Ce type de financement ne peut que se concentrer sur les grosses structures. Cela est parfaitement cohérent avec la

généralisation des appels d'offres, qui impose de fait les regroupements des métiers et la concentration. La loi sur

l'économie sociale et solidaire (ESS), votée en juillet 2014, facilite d'ailleurs les fusions d'associations.

■ La création d'un nouveau marché financier

Le rapport préconise également des prises de parts en capital, ce qui veut dire qu'on va vers la création d'un marché des obligations associatives, avec la possibilité pour l'investisseur de revendre ses

créances et d'en faire des produits dérivés. Certaines associations ne s'opposeront pas à cette financiarisation car elles pensent être assez fortes pour résister à la mise sous tutelle. La stratégie cynique des poli-

tiques de libéralisation s'appuie toujours sur la division entre gagnants et perdants et mise sur une prise de conscience tardive de la population, qui ne réagit que quand les mesures sont en application...

■ Le renoncement à l'intérêt général

Le rapport Sibille n'est que la déclinaison d'un projet de privatisation du social lancé par le G8 et encouragé par les grandes institutions financières, au premier rang desquels Goldman Sachs. Il est fortement appuyé par l'Union européenne qui partage la même conception : la Commission

assimile déjà les associations à des entreprises...

Plusieurs rapports ont été publiés en France récemment pour prôner ce mouvement de libéralisation dans différents secteurs.

Ainsi, le rapport Faber-Naidoo propose de financer la solidarité internationale par des *De-*

velopment Impact Bonds! Il s'agit toujours d'une remise en cause des financements publics pour leur substituer des financements privés. Sous couvert de modernisation, d'innovation et de rationalisation, on abandonne aux entreprises privées et aux banques le droit de définir l'intérêt général.

Quelle société voulons-nous ?

Il est urgent de faire la liaison entre les luttes sectorielles. Il faut penser et agir globalement et à long terme, en s'interrogeant sur la société que l'on veut bâtir. La bataille

n'est pas forcément perdue. Nos critères sont ceux de la dignité, de la cohésion sociale et des droits fondamentaux.

www.associations-citoyennes.net